

On peut donner de certains aspects de cette inflation des éléments analytiques d'explication :

— l'anarchie capitaliste internationale, notamment le déséquilibre chronique de la balance des paiements US se traduit par un afflux croissant de capitaux « flottants » sur les marchés européens (marché de l'euro-dollar).

Ce phénomène permanent a pu inciter le pouvoir à pratiquer une politique de bas taux d'intérêt (pour ne pas attirer ces capitaux spéculatifs) qui sur le plan interne a créé une situation d'« argent facile » dans une période où le secteur bancaire intensifiait particulièrement ses activités de collectes et de distribution de crédits.

Ceci explique que la masse monétaire se soit accrue très rapidement dans les années récentes : 15 % en 70, 17,5 % en 71, 18 % en 72. Sans tomber dans une conception mécaniste type théorie quantitativiste de la monnaie, il n'est pas douteux que les développements exceptionnels des crédits aux entreprises et des prêts personnels (consommation ou logement) ait joué un rôle décisif à la fois de soutien d'une vive croissance et d'encouragement des pratiques inflationnistes (en créant une situation d'euphorie sur les débouchés où la réalisation de la valeur n'a jamais semblé menacée à court terme malgré les importantes hausses de prix pratiquées par les producteurs et les commerçants).

— l'accélération de l'inflation dans les autres pays industriels et les effets de la dévaluation (forte compétitivité des exportateurs, renchérissement des prix des importations françaises) se sont conjuguées pour inciter les entreprises françaises à pratiquer de très fortes hausses de prix dans la mesure où aucune sanction immédiate ne résultait de la concurrence extérieure.

— des facteurs plus ou moins autonomes sont en outre à signaler : hausse des prix agricoles (effets de pénurie sur le marché des produits animaux, politique des prix agricoles au niveau du marché commun), hausse des tarifs publics en application de la doctrine Nora de rentabilisation du secteur public (contrairement à ses justifications « théoriques », le dogme giscardien de l'équilibre budgétaire, loin d'être « neutre » à l'égard de l'inflation, contribue ainsi directement à l'aggraver, l'équilibre des finances publiques étant obtenu pour une large part par suppression de subventions d'équilibre et augmentation des prix du secteur public).

Mais ces facteurs d'explication, n'épuisent pas l'analyse du ressort central de l'inflation capitaliste. Celle-ci se situe bien au cœur des mécanismes de production, de réalisation et de distribution de la valeur. L'inflation, caractérisée comme mouvement général d'élévation de l'expression monétaire nominale des prix de marché des diverses marchandises ne fait en effet que traduire l'un des effets dans la sphère de la circulation, des contradictions d'ensemble qui traversent la formation sociale et dont l'enjeu central est bien le partage final du produit social :

* entre les classes sociales bien sûr, puisque l'évolution du prix des marchandises (notamment dans le secteur des biens de consommation) représente (avec celles du salaire nominal et de la productivité du travail) l'un des facteurs qui règlent en dernière instance l'évolution réelle du rapport de valeur entre force de travail et marchandises. Le partage du produit social entre travail nécessaire et surtravail.

* mais également entre les divers capitaux qui entrent en concurrence et se répartissent la valeur et la plus value

globale en confrontant la productivité de leur mode d'utilisation de la force de travail mais également à travers l'évolution différenciée des prix de marché — de l'inflation — entre les différents secteurs et entre les diverses économies nationales.

A cet égard les effets sociaux de l'inflation récente sont assez difficiles à cerner.

En ce qui concerne les rapports entre les diverses couches de la bourgeoisie française :

Le rythme soutenu de l'inflation rendu possible dans la période récente par l'environnement capitaliste international a sans doute permis d'atténuer quelque peu les conséquences sociales pouvant découler de l'accentuation de la concurrence et de la concentration des capitaux. Le secteur de la petite production et du petit commerce base d'appui décisive pour le régime, a largement bénéficié de l'inflation et a pu maintenir une expansion brillante de ses revenus (le revenu par tête des entrepreneurs individuels croît de près de 11 % par an sur toute la période).

En ce qui concerne les rapports entre travail salarié et capital :

Si l'on s'en tient à une mesure globale de l'évolution du pouvoir d'achat (salaire annuel par tête/prix à la consommation), l'inflation ne semble pas avoir détérioré de façon significative le partage du produit social aux dépens des salariés. Ce pouvoir d'achat a crû de 4,7 % en 1968, 4 % en 1969, 4,4 % en 1970, 4 % en 1971 (pour une moyenne 1965-1967 de 3,1 %).

Mais il s'agit là d'un indicateur qui n'est guère significatif car il ne rend guère compte des différenciations introduites entre les diverses catégories de salariés. Or celles-ci se sont sans doute aggravées au cours de la période récente du fait des formes prises par les hausses de salaires et de prix.

Du côté des prix l'indice global dissimule les hausses exceptionnellement fortes intervenues sur les produits alimentaires et de consommation courante, c'est-à-dire l'ampleur de l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat des revenus les plus bas.

Du côté des salaires, l'évolution est également très divergente selon les secteurs de production et les catégories. La politique contractuelle encourage, en effet, à accentuer une différenciation des salaires selon les gains de productivité réalisés dans chaque branche ou entreprise.

Par ailleurs, malgré la « politique sociale » de relèvement des bas salaires (et le développement de revendications d'augmentation uniforme) la situation du marché du travail comme les impératifs idéologiques de la stratégie patronale se sont avérés favorables à un relèvement plus substantiel des rémunérations des catégories d'encadrement et des éléments les plus qualifiés de la classe ouvrière.

Par ailleurs, l'Etat patron a donné un exemple particulièrement rigoureux de stabilisation salariale : les hausses accordées au titre de la politique contractuelle dans le secteur public sont notoirement inférieures à celles généralement observées dans l'industrie privée ; en ce qui concerne la Fonction Publique au sens strict, non seulement le rattrapage des retards anciens n'a pas eu lieu mais le pouvoir d'achat se trouve de fait bloqué au niveau atteint fin 1968.

Il faudrait de même tenir compte des catégories pour lesquelles l'inflation est une atteinte directe à un revenu déjà précaire : chômeurs, retraités, etc...